

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS



DEUXIEME RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES (RGE-2) EN 2016

Analyse comparée du système productif et sa
dynamique entre 2009 et 2016



Avril 2019

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter l'étude sur la dynamique du tissu productif entre 2009 et 2016.

L'étude traduit la volonté de l'INS de répondre aux attentes de nombreux utilisateurs (décideurs, milieux d'affaires, partenaires techniques et financiers, chercheurs, etc.) qui œuvrent pour le développement de l'entrepreneuriat national.

Le rapport présente une analyse comparative entre 2009 et 2016 du paysage des entreprises dans sa dimension spatiale, sectorielle, juridique et typologique (en termes de taille des entreprises). Il ressort en outre le rôle des spécificités liées au territoire dans l'accroissement des entreprises.

La réalisation de cette étude a été rendue possible par l'exploitation des principales sources de données des Recensement des entreprises de 2009 et 2016.

L'INS accueille avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration des prochaines éditions.

Les résultats présentés ne sont qu'une partie de la riche base de données sur les entreprises, qui est disponible à l'INS et que les utilisateurs peuvent consulter. Le répertoire des entreprises est également accessible.

Lesdites données peuvent être consultées à travers les contacts ci-après :

B.P. : 134 Yaoundé, CAMEROUN

Tél. : (237) 222 22 04 45

Fax. : (237) 222 23 24 37

Site Internet : www.statistics-cameroon.org

Sommaire

Abréviations et Sigles.....	4
Résumé exécutif	5
Section 1 : Introduction Générale.....	6
1.1. Contexte et justificatif	6
1.2. Cadre théorique et méthodologique	6
Section 2 : Analyse de l'évolution structurelle du tissu des entreprises	8
2.1. Positionnement spatial des entreprises entre 2009 et 2016	8
2.2. Dynamique sectorielle des entreprises	10
2.3. Dynamique des formes juridiques	11
2.4. Dynamique de la typologie des entreprises	12
Section 3 : Analyse explicative de la dynamique régionale des entreprises	14
3.1. Méthodologie de décomposition structurelle-résiduelle (<i>Shift-Share</i>).....	14
3.2. Résultats empiriques	15
Conclusion.....	18
Bibliographie	19
Annexes	20

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Proportion des entreprises par région en 2009 et 2016</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2 : Proportion des entreprises par activité en 2009 et 2016.....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 3 : Effet géographique et effet structurel des régions de recensement entre 2009 et 2016.....</i>	<i>15</i>

Liste des graphiques

<i>Graphique 1 : Evolution des formes juridiques entre 2009 et 2016.....</i>	<i>12</i>
<i>Graphique 2 : Evolution de la taille des entreprises entre 2009 et 2016.....</i>	<i>13</i>
<i>Graphique 3 : Catégorisation des régions en rapport avec la dynamique entrepreneuriale... </i>	<i>16</i>

Abréviations et Sigles

DSCE :	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EI :	Entreprise Individuelle
FCFA :	Franc de la Coopération Financière Africaine
GE :	Grande Entreprise
INS :	Institut National de la Statistique
ME :	Moyenne Entreprise
PIB	Produit Intérieur Brut
PE :	Petite Entreprise
RGE :	Recensement Général des Entreprises
SA :	Société Anonyme
SARL :	Société à Responsabilité Limitée
SARLU :	Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
SCS :	Société en Commandite Simple
TPE :	Très Petite Entreprise

Résumé exécutif

L'étude de la dynamique du système productif permet d'analyser les changements à l'œuvre dans le tissu des entreprises. Ce rapport traite de ce sujet, sur la base des données des deux éditions du Recensement Général des Entreprises, réalisées en 2009 et 2016.

Au Cameroun, la photographie des entreprises en 2009 s'est modifiée en 2016. L'implantation des entreprises sur le territoire national, la physionomie des activités économiques exercées, la taille ainsi que la forme juridique des entreprises ont été marquées par une nouvelle structuration. La part du « Grand ouest » dans la population des entreprises a baissé, au profit de celles des régions du « Grand nord » et de l'Est dans une certaine mesure. Par ailleurs, le poids du Secteur tertiaire est resté quasiment le même (84%), tandis que le secteur secondaire a augmenté son poids à 16% en 2016 contre 13% en 2009. En outre les Très petites Entreprises (TPE) qui caractérisaient déjà le tissu économique à l'époque se sont davantage densifiées (79%). Les entreprises structurées en personnes physiques ont gagné encore plus de terrain au détriment des entreprises sociétaires (SA, SARL).

Entre 2009 et 2016, la croissance de la population des entreprises a été forte. Le nombre d'entreprises est passé de 88 144 à 203 480, soit plus qu'un doublement. Cette croissance démographique globale des unités économiques s'explique par des dynamiques à l'œuvre dans les différentes Régions en termes de spécialisation des activités économiques et de spécificités locales (défini par les éléments comme l'identité, la culture, les comportements, etc.).

L'effet du territoire joue un rôle important dans l'implantation des entreprises dans les Régions du Cameroun. Pour cela il serait opportun d'accélérer la politique de décentralisation, qui, à son tour va accélérer la politique d'aménagement du territoire, car les entreprises sont en train de s'implanter partout sur le territoire national.

Section 1 : Introduction Générale

1.1. Contexte et justificatif

L'analyse des mutations des systèmes économiques et industriels est de plus en plus appréhendée par celui du système productif, ceci pour mieux articuler l'économie, dans le cadre d'une approche systémique novatrice, afin de comprendre les mutations contemporaines aux échelles nationale, régionale et locale.

Le tissu économique en général, celui des entreprises en particulier, est en constante mutation. Des entreprises naissent, grandissent, fusionnent, ou meurent tout simplement. Il n'est donc pas exclu qu'une Très petite Entreprise (TPE) observée en 2009 devienne une Grande Entreprise (GE) en 2016. De même, compte tenu des innovations technologiques, les activités florissantes aujourd'hui peuvent disparaître demain et être remplacées par d'autres. C'est ce que Schumpeter (1947) a appelé « la destruction créatrice ».

Dans cette vision, et sur la base des données du premier Recensement Général des Entreprises du Cameroun (RGE-1) de 2009 et du deuxième RGE en 2016 (RGE-2), il est nécessaire de faire d'une part une analyse comparative de la photographie du tissu des entreprises donnée par ces deux opérations et d'autre part de chercher à comprendre les dynamiques sous-jacentes en œuvre dans le passage de la situation de 2009 à celle de 2016.

1.2. Cadre théorique et méthodologique

Le système productif se définit comme l'ensemble des facteurs et des acteurs concourant à la production, à la circulation et à la consommation de biens et services (Carrière, 2013). Dans ce cadre, le concept de système productif permet de réarticuler de manière efficiente l'économie (production, circulation et consommation de biens et services, salaires et autres revenus, etc.). Le secteur productif se définit aussi par la notion de tissu d'entreprises, comme l'ensemble des unités de production résidant sur un territoire économique national donné. Par exemple, les PME, les grandes entreprises, les entreprises du secteur primaire, secondaire et tertiaire, les entreprises sociétaires et individuelles. Dans cette étude, deux (02) types d'analyse du tissu des entreprises sont mobilisées : une analyse en statique comparative et une analyse dynamique.

1.2.1. Analyse en statique comparative

La statique comparative est la comparaison de deux états d'équilibre différents. Elle se contente de comparer deux états successifs sans expliciter les processus qui conduisent de l'un à l'autre.

1.2.2 Analyse dynamique du système productif

L'analyse dynamique, à la différence de la statique comparative, se propose d'étudier le mouvement économique dans sa durée. Dès lors, les délais d'ajustement, les phénomènes de retard, bref, la dimension temporelle est bien prise en compte. Ainsi, l'étude de la dynamique des entreprises permet de mieux comprendre les décisions d'implantation des unités économiques et donc l'orientation de créations d'entreprises au Cameroun. A cet effet, l'analyse procède à l'explication de la croissance des créations d'entreprises au niveau national et ensuite au niveau des Régions pour mettre en exergue « l'effet géographique ».

Des études ont prouvé que les caractéristiques tangibles, à l'instar des infrastructures, ou mesurables, comme les dotations en ressources technologiques ou humaines, sont des facteurs explicatifs de l'implantation géographique des entreprises (Levratto, 2008). Au-delà des facteurs tangibles ou mesurables, un autre facteur, invisible, est lié aux caractéristiques mêmes de chaque région ou territoire. Il s'agit du facteur géographique propre à chaque territoire (Lamarche et al. 2003). Ce facteur invisible est relatif aux éléments comme l'identité, la culture, les comportements, qui sont susceptibles d'influencer l'atmosphère ou l'ambiance économique et par conséquent l'intensité entrepreneuriale. D'autres facteurs invisibles sont : la gouvernance régionale, les capacités de coordination des autorités régionales, etc. Ainsi, le facteur géographique s'inscrit dans un tout et, il est difficile d'identifier un indicateur particulier pour le refléter. Pour cela, la méthode du *shift-share* est utilisée. Les hypothèses et formules de calcul sont décrites plus loin.

1.2.3 Plan du rapport

Les domaines d'investigation sont (i) la typologie des entreprises, leur taille (effectif employé, chiffre d'affaires), (ii), le secteur d'activité, (iii) l'implantation spatiale et (iv) le statut juridique. La suite de l'étude s'organise autour de deux (02) autres sections : la section 2 fait un focus sur l'analyse en statique comparative du tissu des entreprises entre 2009 et 2016 tandis que la section 3, à l'aide de la méthode Structurelle-résiduelle (*Shift-Share*) procède à la décomposition des évolutions observées en deux composantes : l'effet lié à spécialisation des activités économiques (structurel) et l'effet lié au territoire (géographique). Une conclusion, avec la proposition de quelques recommandations, boucle ce rapport.

Section 2 : Analyse de l'évolution structurelle du tissu des entreprises

Les résultats du RGE-2 montrent que le nombre d'entreprises et établissements a plus que doublé entre 2009 et 2016. Il est en effet passé de 93 969 en 2009 à 209 482 en 2016. Le rapport principal du RGE-2 a relevé les éléments explicatifs de cette évolution au niveau national, à travers deux effets : (i) un accroissement réel de la population des entreprises qui est dû à la croissance économique moyenne de 4% observée sur la période et (ii) un changement méthodologique qui résulte essentiellement de l'élargissement du champ des unités dénombrées entre les deux recensements. L'impact de ce changement a été évalué à 16%, soit près de 18 482. Il faut également signaler les efforts entrepris par les autorités pour assainir l'environnement des affaires au Cameroun, notamment la création dans la quasi-totalité des régions des Centres de Formalités de Création des Entreprises (CFCE), la tenue régulière du Cameroon Business Forum (CBF). Dans la suite, l'évolution du tissu des entreprises au Cameroun est analysée à travers leur proportion suivant quatre (04) caractéristiques principales : la localisation spatiale, l'activité exercée, la forme juridique et la typologie.

2.1. Positionnement spatial des entreprises entre 2009 et 2016

Entre 2009 et 2016, le nombre d'unités économiques a augmenté au niveau national et dans toutes les régions, passant de 93 969 à 209 482.

Plusieurs régions ont gardé pratiquement la même proportion d'entreprises entre les deux recensements : l'Adamaoua et le Nord avec 3% chacune ; 27% pour le Centre ; 37% pour le Littoral. En revanche, dans la région de l'Est, la proportion d'entreprises a doublé à 4% en 2016 (Tableau1).

L'accroissement relatif de la proportion d'entreprises dans certaines Régions s'est traduit automatiquement par la baisse de celle-ci dans le « grand ouest », zone constituée des régions du Nord-ouest, de l'Ouest et du Sud-ouest. En premier lieu l'Ouest a perdu près de deux points, la proportion d'entreprises se situant à 7% en 2016. Ensuite, le Nord-ouest perd un point en déclinant à 6%.

Tableau 1 : Proportion des entreprises par région en 2009 et 2016

<i>Région</i>	<i>Proportion (%)</i>	
	2009	2016
<i>ADAMAOUA</i>	2,9	2,9
<i>CENTRE</i>	26,7	27,0
<i>DONT YAOUNDE</i>	23,9	23,9
<i>EST</i>	1,8	3,5
<i>EXTREME NORD</i>	2,8	3,3
<i>LITTORAL</i>	36,9	37,0
<i>DONT DOUALA</i>	35,1	33,5
<i>NORD</i>	3,1	3,2
<i>NORD OUEST</i>	6,9	6,3
<i>OUEST</i>	8,9	6,8
<i>SUD</i>	2,6	2,9
<i>SUD OUEST</i>	7,3	7,0
<i>Ensemble</i>	100,0	100,0

Source : RGE-1, RGE-2

L'évolution de la proportion d'entreprises de l'Est et dans une certaine mesure l'Extrême-nord est le résultat des délocalisations des entreprises d'autres régions ou bien le fait de nouvelles créations qui s'y sont effectuées, tout ceci en raison d'un environnement des affaires plus attrayant ou des opportunités d'affaires plus nombreuses. Ce point est développé dans la section

Encadré 1 : Facteurs explicatifs de la localisation des entreprises

L'analyse spatiale du positionnement des entreprises part de l'idée selon laquelle la région ou tout autre découpage du territoire est d'abord un support d'infrastructures (communication, énergie, etc.), de ressources (naturelles, humaines, etc.) et d'organisations (Levratto et al, 2008). La région est également le lieu de concentration d'éléments plus invisibles et d'un milieu entrepreneurial qui orientent et influencent la décision l'implantation des unités de production.

La prise en compte, de la localisation des entreprises s'adosse théoriquement sur l'économie industrielle et la nouvelle économie géographique. Cinq facteurs justifient le choix de localisation d'une entreprise dans une zone donnée (Bouvard, 2008). Il s'agit de :

- Le marché. En effet, les entreprises ont tendance à s'installer là où la population est importante afin de bénéficier de cette demande potentielle ;
- L'accessibilité. La proximité de l'entreprise aux axes structurants est une raison importante du choix de sa localisation, ceci dans l'objectif de minimiser les coûts de transport ;
- Un système bancaire bien développé, garant de la disponibilité du crédit ;
- Un marché de l'emploi spécialisé, drainant une main d'œuvre qualifiée ;
- Le taux d'activité, la part de la population jeune
- Le coût du foncier. Les entreprises qui se localisent dans les grands centres urbains sont également celles capables de payer des loyers élevés ;
- Les économies d'agglomération. Une force centripète majeure des économies d'agglomération réside dans les externalités. Les entreprises retirent des profits à se localiser à proximité les unes des autres. Les entreprises industrielles cherchent à se localiser à proximité des secteurs d'activités voisines.

Tous ces facteurs jouent un rôle important sur la localisation, mais à des degrés différents selon l'activité de l'entreprise.

Qu'en est-il du Cameroun ?

Les trois secteurs d'activité sont :

- Le **secteur primaire** regroupe les entreprises exerçant dans l'agriculture, la sylviculture et l'exploitation forestière, l'élevage et la chasse, la pêche et la pisciculture.
- Le **secteur secondaire** regroupe les **activités** liées à la transformation des matières premières.
- Le **secteur tertiaire** regroupe les activités de commerce et de divers services.

2.2. Dynamique sectorielle des entreprises

La proportion des entreprises agricoles dans le tissu économique est demeurée faible tandis que pour les entreprises extractives et de transformation, elle s'est densifiée.

Les secteurs du primaire, secondaire et tertiaire constituent les trois segments traditionnels du découpage de l'activité exercée (encadrée 1).

Dans le **secteur primaire** la proportion est restée à moins de 1%. Cette situation découle du fait que la production agricole est en grande partie portée par les ménages. Les unités agricoles constituées en entreprises restent donc peu nombreuses.

Dans le **secteur secondaire**, la proportion d'entreprises est passée de 13,3% en 2009 à 15,6% en 2016. Le gouvernement nourrit en effet l'ambition de faire évoluer ce secteur de l'état embryonnaire à un état développé. L'industrie agroalimentaire a fortement contribué à ce repositionnement du secteur secondaire dans l'économie.

Enfin dans le **secteur tertiaire**, la proportion d'entreprises est demeurée très importante. Que ce soit en 2009 ou en 2016, plus de 4 entreprises sur 5 exercent dans le tertiaire. Considéré comme une activité à faible valeur ajoutée, le commerce représentait 53% des entreprises en 2009. Cette influence a baissé à 51% en 2016 tandis que les activités de services telles que l'hôtellerie et la restauration, le transport et dans une moindre mesure les banques et assurances se sont densifiées.

Tableau 2 : Proportion des entreprises par activité en 2009 et 2016

Secteur	Sous-secteur	Proportion(%)	
		2009	2016
PRIMAIRE	Agriculture	0,16	0,07
	Elevage et Chasse	0,10	0,06
	Sylviculture et exploitation forestière	0,05	0,03
	Pêche et pisciculture	0,01	0,00
	Sous total	0,32	0,17
SECONDAIRE	Extraction	0,03	0,03
	Industrie alimentaire	0,79	1,22
	Autres industries manufacturières	11,60	13,74
	Electricité, gaz	0,08	0,06
	Eau et assainissement	0,00	0,03
	Construction	0,75	0,53
	Sous total	13,26	15,61
TERTIAIRE	Commerce	53,08	51,39
	Transport	0,59	0,61
	Hébergement et restauration	10,05	11,55
	Banque et assurance	0,68	0,81
	Télécommunications	0,78	0,42
	Autres tertiaire	19,76	19,31
	Sous total	84,93	84,09
Non déclaré		1,49	0,13
ENSEMBLE		100,00	100,00

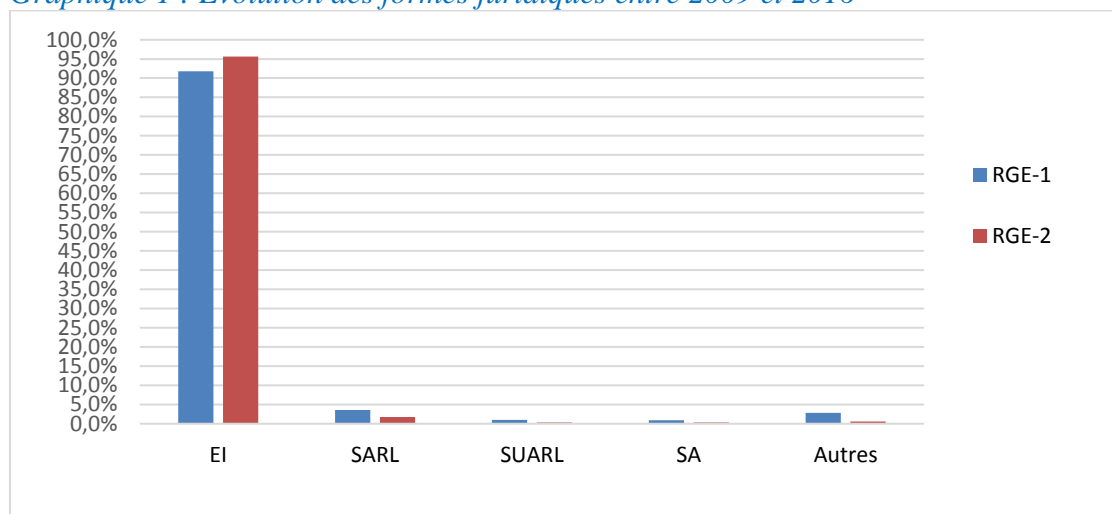
Source : RGE-1 et RGE-2

2.3. Dynamique des formes juridiques

En 2016 tout comme en 2009 la proportion des entreprises individuelles en activité est très forte (plus de 90 %). Ces entreprises individuelles ont pris une part plus importante dans la

structure des entreprises (Graphique 1). Cette évolution s'est faite de façon mécanique au détriment des formes sociétaires.

Graphique 1 : Evolution des formes juridiques entre 2009 et 2016



Source : RGE-1 et RGE-2

Encadré2 : Statuts juridiques des entreprises

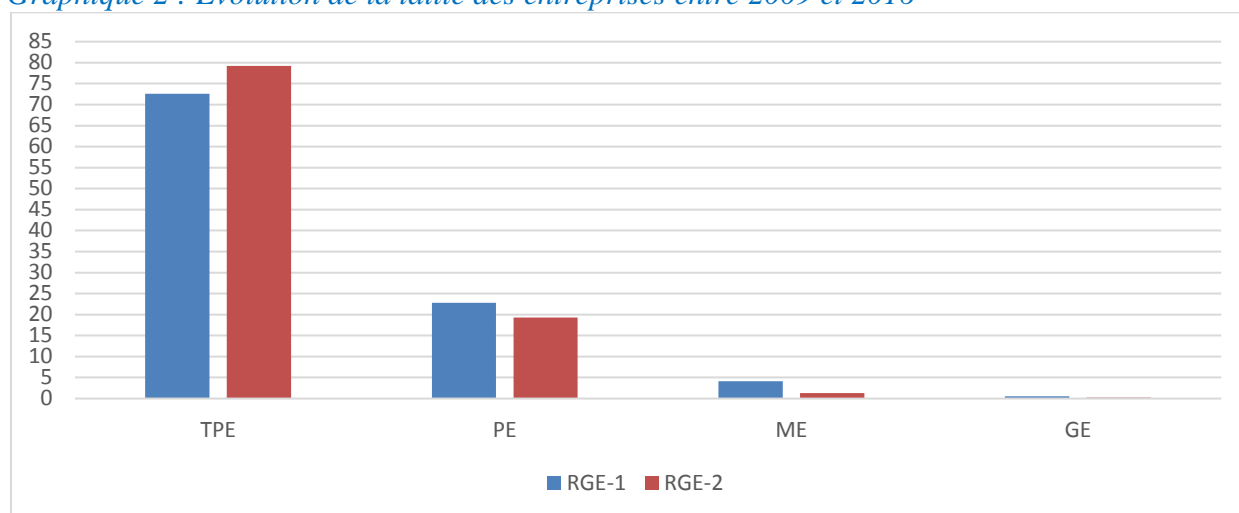
Le statut juridique d'une entreprise permet de déterminer l'ensemble des lois, règles, textes juridiques et les modalités de fonctionnement qui lui sont applicables. Le choix du statut juridique joue un rôle important dans le fonctionnement et la capacité à mobiliser les financements de l'entreprise. En fonction de l'activité, du projet, du nombre d'associés ou d'actionnaires réunis, et d'une multitude d'autres paramètres, le choix de l'entrepreneur va s'orienter vers une forme juridique qui sera la plus adaptée pour lui dans le cadre de son projet. Il est également très courant, lors de la réflexion sur la forme juridique à adopter pour exercer son activité, de prendre en considération le risque couru par l'entrepreneur. Deux grandes catégories de formes juridiques peuvent donc être distinguées : les sociétés individuelles et les sociétés de capitaux. Chaque forme choisie comporte des avantages et des inconvénients.

Pour les entreprises individuelles, la responsabilité de l'entrepreneur est illimitée. Par contre pour les sociétés, cette responsabilité se limite généralement au montant des apports de chaque associé.

2.4. Dynamique de la typologie des entreprises

Entre 2009 et 2016, la proportion des TPE a progressé fortement (73% à 79%). Cela correspond en 2016 à une population de 161 000 unités qui réalisent moins de 15 millions de chiffres d'affaires. En revanche, l'importance des autres composantes à l'instar des ME et GE s'est réduite.

Graphique 2 : Evolution de la taille des entreprises entre 2009 et 2016



Source : RGE-1 et RGE-2

Encadré 3 : Critères de classification des entreprises au Cameroun

La classification des entreprises par taille dans le RGE-2 est basée sur la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des PME, qui a permis de classer à cette date les entreprises issues du RGE-1. Au regard de cette loi révisée, la typologie se définit comme suit :

- Une Très Petite Entreprise (TPE) est une entreprise ayant au plus 5 employés et dont le chiffre d'affaires est de moins de 15 millions de FCFA ;
- Une Petite Entreprise (PE) est une entreprise dont l'effectif des employés est compris entre 6 et 20 et, ayant un chiffre d'affaires compris entre 15 et 250 millions de FCFA ;
- Une Moyenne Entreprise (ME) est une entreprise dont l'effectif des employés est compris entre 21 et 100 et, ayant un chiffre d'affaire supérieur à 250 millions et inférieur ou égal à 3 milliards de FCFA ;
- Une Grande Entreprise (GE) est une entreprise dont l'effectif des employés est supérieur à 100 et dont le chiffre d'affaires est de plus de 3 milliards de FCFA.

Cette typologie a une conséquence sur l'organisation de l'administration fiscale. En effet, au Cameroun la Direction Générale des Impôts a créé la Direction des Grandes Entreprises (DGE) pour le suivi des grandes entreprises, le Centre des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME) pour les moyennes entreprises et les Centres Divisionnaire des Impôts (CDI) pour les PE et TPE. Il faut relever que la plupart des TPE sont du régime libératoire et de ce fait, elles sont suivies par les collectivités territoriales décentralisées, notamment les communes d'arrondissement.

Afin de comparer la typologie des entreprises issue des deux recensements, l'on a adopté la classification relative à la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 selon laquelle il faut franchir le seuil de trois milliards de FCFA pour être considéré comme une Grande entreprise, contrairement au seuil de un milliard de la loi de 2010.

Section 3 : Analyse explicative de la dynamique régionale des entreprises

Cette section porte sur l'analyse des facteurs explicatifs de la dynamique des entreprises au niveau des régions à l'aide de la méthode « shift and Share ».

3.1. Méthodologie de décomposition structurelle-résiduelle (*Shift-Share*)

Dans cette étude, la variable d'intérêt est le taux d'accroissement d'entreprises et les critères de répartition sont l'activité (variable structurelle) et la région (variable géographique). L'activité se décline en treize (13) sous-secteurs d'activité couvrant l'ensemble des secteurs économiques. La région de recensement se décompose de douze (12) catégories dont les villes de Yaoundé (Capitale Politique) et de Douala (Capitale économique) qui sont considérées isolément en raison de leur spécificité économique au plan économique, démographique et administratif.

L'analyse est faite au niveau des établissements qui sont au nombre de 93 969 en 2009 et 209 482 en 2016.

Encadré 4 : Méthode structurelle-résiduelle (*Shift-Share*)

Soit la variable d'intérêt X et Z une autre variable qualitative qui permet de répartir la population en classes.

On peut calculer :

- le taux moyen de croissance observé dans la zone r , qui est une moyenne arithmétique pondérée des poids des sous-secteurs que l'on retrouve dans la zone r .

$$X_{r.} = \sum_i \left(\frac{Z_{ri}}{Z_{r.}} X_{ri} \right)$$

- Le taux moyen de croissance pour le secteur i qui est une moyenne arithmétique pondérée des poids des zones dans lesquelles on trouve l'activité i .

$$X_{.i} = \sum_r \left(\frac{Z_{ri}}{Z_{.i}} X_{ri} \right)$$

Le taux national est donné par

$$X_{..} = \sum_r \sum_i \left(\frac{Z_{ri}}{Z_{..}} X_{ri} \right)$$

Il découle que l'écart entre la valeur observée dans la région r et la valeur nationale se décompose en deux effets :

$$X_{r.} - X_{..} = \sum_i \frac{Z_{ri}}{Z_{r.}} (X_{ri} - X_{..}) = \underbrace{\sum_i \frac{Z_{ri}}{Z_{r.}} (X_{.i} - X_{..})}_{\text{Effet structurel}} + \underbrace{\sum_i \frac{Z_{ri}}{Z_{r.}} (X_{ri} - X_{.i})}_{\text{Effet résiduel}}$$

L'effet structurel est la moyenne des écarts entre les taux observés pour chaque secteur d'activité i au niveau national et le taux moyen global, pondéré par le poids de chaque secteur i dans la région r . L'effet résiduel est la moyenne pondérée des écarts entre la valeur observée dans la région r et celle observée au niveau national pour chaque secteur i . Il correspond à l'écart à la moyenne qui reste une fois qu'on a pris en compte l'effet de structure.

Un effet structurel positif signifie que la spécialisation sectorielle de la région est favorable à son développement. Un effet géographique positif signifie que les spécificités de la région ont convaincu les entreprises à s'y installer plutôt qu'ailleurs. Cette spécificité régionale peut provenir :

- De l'action des pouvoirs publics ;
- Des externalités positives liées au regroupement d'entreprises dans un espace géographique précis ;
- Du dynamisme des activités et de leur capacité à s'adapter à l'environnement ;

- La gouvernance locale ;
- La capacité de coordination des autorités locales.

3.2. Résultats empiriques

Dans les deux capitales, Douala et Yaoundé ainsi que dans les régions de l'Ouest, du Sud-ouest et du Nord-ouest, la dynamique de création d'entreprises a été inférieure à la moyenne nationale. A contrario, dans les autres régions, la croissance du nombre d'entreprises a été plutôt supérieure à la moyenne nationale.

La différence ou l'écart de tendance reflète non seulement la spécialisation économique de la région mais aussi les spécificités locales. Quelle que soit la région considérée, l'effet de la spécificité locale l'emporte en valeur absolue sur celui de la spécialisation économique. Autrement dit, les effets du territoire (identité, culture, comportement,...) impactent plus la croissance des entreprises.

Tableau 3 : Effet géographique et effet structurel des régions de recensement entre 2009 et 2016

Région de recensement	Croissance régionale (1)	Croissance nationale (2)	Différence de tendance (1)-(2)	Effet de spécialisation des activités	Effet du territoire
DOUALA	1,1860	1,4599	-0,2739	-0,0146	-0,2593
YAOUNDE	1,2611	1,4599	-0,1988	-0,0039	-0,1949
ADAMAOUA	1,5457	1,4599	0,0858	0,0121	0,0737
CENTRE (HORS YAOUNDE)	1,8437	1,4599	0,3838	-0,0117	0,3955
EST	4,0919	1,4599	2,6320	-0,0263	2,6583
EXTREME-NORD	2,0569	1,4599	0,5971	-0,0193	0,6164
LITTORAL (HORS DOUALA)	3,8758	1,4599	2,4159	0,0136	2,4023
NORD	1,5267	1,4599	0,0668	0,0306	0,0362
NORD-UEST	1,1605	1,4599	-0,2994	0,0586	-0,3580
OUEST	0,8255	1,4599	-0,6343	0,0354	-0,6697
SUD	1,6060	1,4599	0,1461	-0,0146	0,1607
SUD OUEST	1,2349	1,4599	-0,2250	0,0030	-0,2280

Source : Nos calculs à partir des données du RGE1, RGE2.

Au regard des effets de la spécialisation économique et des spécificités locales sur le développement entrepreneurial, quatre (04) catégories de régions peuvent être constituées.

La catégorie 1 est composée des régions du Centre (hors Yaoundé), de l'Est, du Sud et de l'Extrême-Nord. Dans ces régions les spécificités locales ont eu un effet positif sur la croissance

du tissu des entreprises mais qui a été atténué par leur spécialisation économique, laquelle est favorable à l'accroissement des entreprises.

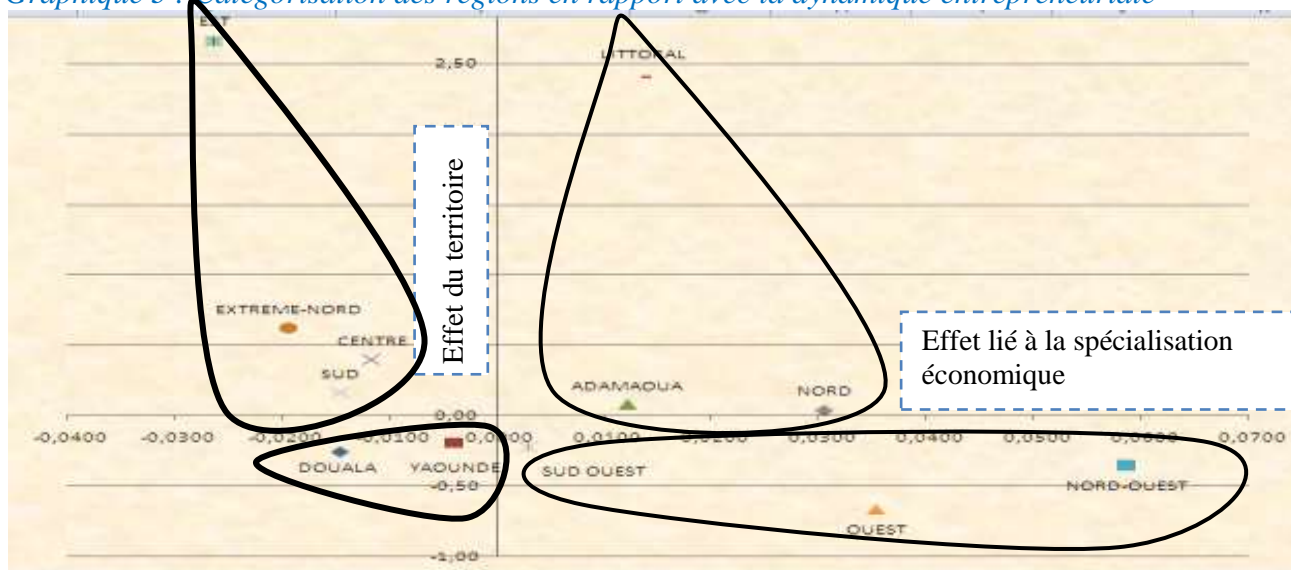
La région de l'Est en particulier a gagné en attractivité avec le bitumage de l'axe Yaoundé-Bertoua réalisé dans la période. La construction du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar a également eu lieu. Ces éléments pourraient justifier le dynamisme relevé dans cette région en matière d'implantation des unités de production.

La région du Sud enregistre également plusieurs chantiers d'infrastructures notamment la construction du complexe industrialo-portuaire de Kribi, l'université inter Etats de Sangmélina, la route de Djou-Ouessou au Congo.

Pour le Centre (hors Yaoundé), la proximité de certains de ses arrondissements avec la capitale Yaoundé explique cette relative attractivité. En effet la toute la périphérie de Yaoundé se trouve dans d'autres départements autres que le Mfoundi. On peut citer par exemple les localités de Nomayos, (à Mbankomo), Mfou, Nkoabang, Soa, Zamagoe, Nsimalen, dans lesquelles la population humaine et l'implantation des entreprises se sont développés de façon remarquable ces dernières années.

La catégorie 2 : On y retrouve les régions du Littoral (hors Douala), de l'Adamaoua et du Nord. Ces régions non seulement bénéficient de leur spécificité géographique, mais en plus, leur structure économique a su tirer profit de la dynamique observée au niveau national. Le Littoral (hors Douala) profiterait de sa proximité avec la métropole Douala qui est un grand pôle économique. La localité de la Dibamba en est une illustration.

Graphique 3 : Catégorisation des régions en rapport avec la dynamique entrepreneuriale



Source : Nos calculs à partir des données du RGE1, RGE2.

La catégorie 3 : Elle concerne Douala et Yaoundé les deux grandes métropoles du pays. A elles seules, ces deux villes abritent respectivement 59% et 57% des établissements en 2009 et 2016. La relative baisse d'attractivité entrepreneuriale de ces deux villes traduirait un effet d'essoufflement après qu'elles aient été longtemps les principales destinations d'implantation des entreprises.

La catégorie 4 : Elle comprend les régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La dynamique de création d'entreprises de ces régions est moins rapide que la moyenne nationale, car leur spécialisation économique, bien que favorable à l'entrepreneuriat, a été insuffisante par rapport aux contraintes de leur terroir.

Conclusion

Cette étude comparative des résultats des RGE-1 et RGE-2, en termes de dynamique spatiale, sectorielle, typologique, apporte un éclairage supplémentaire sur l'évolution du tissu économique. Parmi les principaux constats, l'on note que la photographie du paysage entrepreneurial de 2009 a changé en 2016. La population des entreprises a plus que doublé au niveau national. Dans toutes les régions, le nombre d'entreprises et établissements a augmenté. Toutefois en termes relatifs, dans certaines régions la proportion d'entreprises dans le tissu économique global a baissé par rapport à 2009, alors que dans d'autres, celle-ci a plutôt augmenté. Pour mieux comprendre cette évolution, un focus a été fait sur le rôle des spécificités géographiques. Il ressort que l'effet géographique (identité, culture, comportements...) joue un rôle important dans l'implantation des entreprises dans les régions du Cameroun.

En guise de recommandation, il est opportun d'accélérer la politique de décentralisation, qui, à son tour, va accélérer la politique d'aménagement du territoire, car, les entreprises sont en train de s'implanter partout sur le territoire national.

Bibliographie

Carré, D., Levratto, N., (2009), “Comparaison des effets structurels et des effets locaux dans les régions françaises, 1997-2007”, *CNRS-Université Paris Ouest Nanterre*.

Carré, D., Levratto, N., (2013), “Les déterminants territoriaux de la croissance des entreprises : une analyse sur les établissements pérennes des zones d’emploi métropolitaines entre 2002 et 2009”, *CNRS-Université Paris Ouest Nanterre*.

Dunn, E. (1960), “Statistical and analytical technique for regional analysis”, *Journal of regional Science*, Vol 6, N° 1, Pp 97-112.

Esteban-Marquillas, J. M., (1972), “A reinterpretation of shift-share analysis”, *Regional and Urban Economics*, Vol 2, N° 3, Pp249-255.

Institut National de la Statistique, (2010), *Recensement Général des Entreprises : Rapport principal*.

Institut National de la Statistique, (2018), *Deuxième Recensement Général des Entreprises : Rapport principal*.

Kubrak, C., (2018), “Structurel, résiduel, géographique : Principe et mise en œuvre des approches comptables et économétrique”, *INSEE, PSAR Etudes Economiques Régionales*, Janvier 2018.

Lamarche, R.H. et Srinath, K.P., Ray, D.M., (2003), “Correct Partitioning of regional Growth rates : improvement in Shift-Share Theory, *Canadian Journal of Regional Science*, Vol XXVI, N°1, Pp 121-141.

Shumpeter, J.A., (1947), *Capitalism, Socialism and Democracy*, Harper, 2e Edition New York.

Annexes

ANNEXE 1 : Equipe de rédaction

COORDINATION TECHNIQUE

- TEDOU Joseph, Directeur Général
- SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint
- AMOUGOU René, Chef de Département des Statistiques d'Entreprises
- FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable

REDACTION

- FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable
- METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises ;
- DJIDAWO DIFFO Victor Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Département des Statistiques ;
- OUAMBA TAGNE Alain Rody, Chargé d'Etudes Assistant au Département des Statistiques.

ANNEXE 2 : Méthodes d'évaluation de l'effet géographique sur les grandeurs économiques

Plusieurs méthodologies ont été développées pour mettre en lumière l'effet géographique sur les grandeurs économiques. Selon Kubrak (2018), on a d'une part les méthodes basées sur les décompositions comptables à travers le modèle de base de Dunn (1950) avec des variantes proposées par (i) Esteban-Marquillas (1972) et (ii) Mayor et Lopes (2005). D'autre part on a les méthodes économétriques à un ou plusieurs facteurs explicatifs permettant de tester la significativités des effets géographiques.

La méthode économétrique exige la disponibilité de certaines informations au niveau du régionale (PIB, population, infrastructures, etc.). Pour ce travail, le choix est porté sur la méthode basée sur la décomposition comptable, car les informations exigées par la méthode économétrique ne sont pas disponibles pour le Cameroun.

La méthode comptable la plus usuelle pour l'analyse des effets géographiques est la méthode structurelle résiduelle ou *shift-share*. Cette méthode vise à déterminer la croissance relative de chaque région par rapport au niveau national et de dégager dans cette croissance la part imputable à l'existence d'une structure originelle favorable et celle due aux avantages de localisation existant dans la région. Cela permet de décomposer l'évolution observée en deux composantes :

- La croissance structurelle, c'est-à-dire celle qu'aurait connue la région si chaque secteur avait connu le rythme de croissance observée dans le pays. Le taux de cette croissance est obtenu par application, à la valeur de 2009 de chaque région, de la grandeur étudiée, du taux de croissance effectivement réalisé au cours de la période pour ce secteur dans l'ensemble du pays ;
- La composante de localisation géographique, encore appelée effet géographique, qui compare le comportement des secteurs d'activité en un lieu et durant la période avec celui de ces secteurs au niveau régional.

En appliquant à chaque secteur les tendances nationales observées, on détermine une croissance théorique « structurelle » fonction de la structure économique. La différence entre la valeur observée et la valeur théorique donne un résidu est qui ainsi analysé comme l'expression de la dynamique propre de la région.

ANNEXE 3 :

Tableau A3.1 : Taux d'accroissement des sous-secteurs d'activité entre 2009 et 2016

Sous-secteur d'activité	Croissance	Différence par rapport à la croissance nationale
Agriculture	1,601	0,142
Elevage	2,084	0,624
Sylviculture	0,379	-1,081
Pêche et pisciculture	-0,063	-1,522
Extraction	1,882	0,422
Industrie alimentaire (y compris tabac)	3,018	1,558
Autres industries manufacturières	2,255	0,795
Electricité, eau et gaz	0,913	-0,547
Construction	0,798	-0,662
Commerce	1,280	-0,180
Transport	1,134	-0,326
Banque et assurance	0,808	-0,652
Autres services	1,394	-0,066
Ensemble	1,459	0

Source : Nos calculs à partir des données RGE1 et RGE2.

Tableau A3.2: Répartition des entreprises recensées en 2009 et en 2016 par statut juridique

Forme juridique	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total général	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
EI	68	238	9 879	30 585	61 072	163 755	71 195	194 578
SARLU	6	7	112	84	620	627	743	718
SARL	42	48	509	578	2180	2927	2 765	3 553
SA	17	14	161	134	529	516	712	664
Autre forme juridique	122	20	110	92	1 935	1 057	2 176	1 169
Non déterminé	29	15	914	287	8 529	2 435	10 553	2 737
Total général	284	342	11 685	31 760	74 865	171 317	88 144	203 419

Source : Nos calculs à partir des données RGE1 et RGE2.

Tableau A3.3: Répartition des établissements recensés en 2009 et en 2016 par sous-secteur d'activité

Sous-secteur d'activité	2009	2016
Agriculture	192	148
Elevage	91	132
Sylviculture	55	65
Pêche et pisciculture	7	8
Extraction	30	70
Industrie alimentaire (y compris tabac)	767	2 564
Autres industries manufacturières	10 456	28 392
Electricité, eau et gaz	195	220
Construction	706	1 099
Commerce	49 191	107 509
Transport	738	1 414
Banque et assurance	1 606	2 557
Autres services	28 574	65 304
Ensemble	93 969	209 482

Source : RGE1 et RGE2.

Tableau A3.4 : Répartition des entreprises recensées en 2009 et en 2016 par type

Type d'entreprise	RGE1		RGE2	
	Nombre	Proportion (%)	Nombre	Proportion (%)
TPE	63 973	72.6	161 094	79,2
PE	20 117	22.8	39 205	19,3
ME	3 629	4.1	2 689	1,3
GE	425	0.5	431	0,2
Total	88 144	100.0	203 419	100,0

Source : RGE1 et RGE2.